**Reconnaître le service public de la vie quotidienne**

Une nouvelle séquence démocratique s’est déroulée et les nouveaux conseils départementaux se sont installés dans une situation de crise sanitaire inédite.

Ils ont mis en place leurs exécutifs, leurs commissions et préparent le débat d’orientation budgétaire pour 2022. Très souvent ils proposeront au débat le projet de mandat qui fixera les priorités pour les 6 années à venir territoire par territoire.

Les incertitudes sont nombreuses et la crise sanitaire n’a fait que les renforcer.

Depuis plus de 10 ans on vit une crise financière et la maîtrise de la dépense publique est devenu l’alfa et l’oméga de la conduite de l’action publique.

Les acteurs qui agissent au plus prêt des plus fragiles savent mieux que quiconque la valeur de l’argent. C’est eux qui inventent avec les familles des opérations « petits pots bébés » ou « comment faire un repas de qualité pour 1 euro ».

Ce besoin d’optimisation financière permanent a un effet de sidération.

Il empêche de penser la nécessaire transformation des politiques publiques. Ces silos qui découpent nos concitoyennes en de multiples dispositifs.

L’impossibilité ou le refus de régler la question du financement des allocations universelles de solidarité par la solidarité nationale est un des problèmes structurels.  
Il renforce les inégalités territoriales.

L’écologisation de nos politiques publiques est pourtant une urgence. Il va de pair avec le défi de la transition démographique ou encore celui de la pauvreté des enfants. Dans les familles monoparentales, plus de 30% des enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté. C’est inadmissible.

Comment, pour les départements, être collectivement au rendez-vous de ces défis majeurs.

La coopération inter-territoires est certainement vertueuse comme la création de consortiums visant à mutualiser les ressources.

Mais il y a un préalable à tout cela. Nous devons localement et nationalement considérer que la vie quotidienne de nos concitoyens est stratégique.

La vie quotidienne doit être le cœur du projet politique et du projet d’administration des départements.

Pour cela il convient de redonner de la valeur à certaines dépenses de fonctionnement et d’arrêter de considérer que tout investissement est bon par nature. Il faut en finir de la distinction entre l’investissement et le fonctionnement «…Car pour bon nombre d'élus, de responsables politiques locaux et de fonctionnaires des corps de contrôle, la maîtrise des dépenses de fonctionnement est ***le*** marqueur par excellence de la bonne gestion. A l'inverse, un haut niveau d'investissement est généralement considéré avec bienveillance, quoiqu'il en coûte… »[[1]](#footnote-1).

A titre d’exemple, les investissements prévus dans le cadre du Ségur de la santé et l’adaptation des établissements d’accueil des personnes âgées sont certainement une bonne mesure. Mais nulle part ne sont précisés les résultats à atteindre que ce soi en économie d’énergie, de consommation d’eau ou d’amélioration de la qualité de vie des personnes accueillies. Il y a l’intention mais pas la mesure.

Il convient de soutenir le service public de la vie quotidienne.

C’est une priorité.

On n’identifie pas encore les failles et les fractures que la pandémie a créés ou renforcées pour ls plus fragiles, les plus vulnérables d’entre nous.

Nous entrons dans un temps post-traumatique qu’il faudra apprendre à traiter.

Les départements avec leurs personnels, avec les communes et les associations, avec de nombreux bénévoles, les aidants ont été en première ligne.

Ils peinent souvent à être reconnus.

L’Andass (association nationale des directeurs d’action sociale et de santé) a proposé en juillet 2020 dans le « CoroManifeste » une première analyse de la crise que nous traversions et indiquait *«…Mais soyons assurés que la crise ne répare rien. Elle se développe et prospère dans un environnement fait d’interactions, positives et négatives, de fluidités et de tensions. Elle se nourrit autant des collaborations favorables qui en atténuent les effets et les rend plus supportables car plus maîtrisés, que des dysfonctionnements chronophage, énergivore faits de ruptures et de rugosités, et qui l’amplifient en la rendant plus incertaine, moins contrôlable, et sans doute moins acceptable. »[[2]](#footnote-2).*

Ce qui pourrait guider les propositions de réponses aux attentes concernant la vie quotidienne de nos concitoyens c’est la méthode des 3 C. Elle est aussi vertueuse pour les finances publiques.

Le C de Convergences et particulièrement la convergence avec la transition écologique. Il est possible de « verdir » les politiques de solidarités et de santé. Le C des Coopérations ; nous devons prendre le risque de coopérations renforcées des différentes parties prenantes pour avoir des approches plus sobres et écologiques du service rendu aux personnes et le C de Citoyenneté devant être incarné à tous les âges de la vie et particulièrement la fin de vie.

Au-delà de la méthode qui peux aisément s’appliquer à l’élaboration du projet de mandat et du projet d’administration, l’Andass effectuait 8 propositions dont une concernant l’alimentation comme grand projet national permettant de réduire les inégalités de santé et sociales, un projet transversal qui rassemble les différents mondes qui composent notre pays et qui trop souvent s’opposent, un projet permettant une convergence des priorités écologiques, culturelles, économique et sociales telles que proposées par le président de la République.

Ces réflexions trouvent leur source dans une réflexion conduite dès 2018 par l’Andass et l’Institut de la gouvernance territoriale et de la décentralisation autour de la notion de sobriété[[3]](#footnote-3).

L’approche sémantique de la sobriété est riche de leviers pour l’action dans un ensemble de politiques publiques qui ajoutent souvent du compliqué à la complexité de la nature humaine. Cela se fait par l’empilement de dispositifs, de sigles souvent peu lisibles, faiblement accessibles y compris pour les initiés.

La sobriété renvoie à la notion d’essentiel, à la notion de simplicité, à la lisibilité et à l’intelligibilité. Il y a là tout un programme concret pour les années à venir. *« … en contre-plan se décèle la lutte contre la complexité et la recherche de la dignité humaine… »*.

La sobriété inspire aussi l’agilité *favorable à l’expérimentation, l’innovation et l’imagination.* Enfin la sobriété relie à la solidité et à la durabilité : *solidité des liens, des normes, de l’investissement humain.*

Voilà du matériau pour relever les défis auxquels sont confrontés les équipes politiques et techniques des départements pour faire vivre dans la sobriété et la qualité le service public de la vie quotidienne.

Quels que soit les âges ou les vulnérabilités, rechercher et soutenir chez chacune et chacun les compétences, avoir des ingénieurs du dialogue pour l’organiser et accompagner la prise de parole de ceux qui ne l’ont pas (Jo Spiegel – Journées nationales de l’Andass – Arras 2014).

C’est cette piste qui permettra de veiller à ce que « *la République devienne celle des personnes plus que celle des administrations*» (François Chérèque – Journées nationales de l’Andass – Arras 2014).

*Anne Troadec – Présidente de l’Andass*

*Directrice générale adjointe des services – Département de la Savoie*

*Roland Giraud – Vice-président de l’Andass délégué au développement des partenariats*

*Administrateur général territorial – Retraité*

[*https://www.andass.fr/*](https://www.andass.fr/)

*L’ANDASS​ (Association Nationale des Directeurs d'Action Sociale et de Santé) est une association professionnelle. Son conseil d’administration composé de 44 membres représente plus d’un tiers des départements. L’ANDASS porte l’ambition du développement social, du travail collectif, de l’accompagnement global des personnes dans leur parcours vers l’autonomie. L’ANDASS favorise les partenariats d'action et les coopérations. Pour l’ANDASS, les dépenses sociales ne constituent pas un simple coût mais un investissement dans le développement humain. L’ANDASS appelle à un choc de simplification afin de libérer le pouvoir d’agir des élus, des citoyens, des professionnels, des bénévoles et des organisations afin de s’orienter vers une société plus inclusive et citoyenne. Estimant que les politiques de solidarités doivent irriguer et se nourrir de l'ensemble des politiques, l’ANDASS participe, par ses analyses et ses propositions concrètes issues de la diversité des territoires, à la modernisation d'un service public de proximité et de qualité. Pour les prochaines années, elle souhaite construire avec ses nombreux partenaires « Une action publique sobre et de qualité au service des personnes ».*

1. Note Andass – Pour en finir avec la distinction entre investissement et fonctionnement – Emmanuel Gagneux – Vice-président de l’Andass [↑](#footnote-ref-1)
2. Note Andass Juillet 2020 - Conjuguer favorablement la singularité des territoires et le principe d’égalité dans l’accès aux biens fondamentaux et aux savoirs.

   Après le Covid19 l’ANDASS propose la méthode des 3C

   https://www.andass.fr/wp-content/uploads/2017/01/Coromanifeste.pdf [↑](#footnote-ref-2)
3. Manifeste pour une action publique sobre et de qualité - L’exemple de l’action sociale -Il est urgent de repenser les modalités de production de politiques publiques dans le champ social– Andass 2018 [↑](#footnote-ref-3)